



« Résilience et mobilisation au service de l'économie et de la société française »

François Villeroy de Galhau
Gouverneur de la Banque de France



LA BANQUE DE FRANCE

EN 2023, C'EST ... **105** unités permanentes

8959 salariés (équivalent temps plein)

STRATÉGIE MONÉTAIRE

STABILITÉ FINANCIÈRE

SERVICES À L'ÉCONOMIE ET À LA SOCIÉTÉ

3 MISSIONS

5

VALEURS

INDÉPENDANCE

EXPERTISE

PERFORMANCE DURABLE

OUVERTURE

SOLIDARITÉ

En 2023, l'inflation a durement pesé sur l'économie, les ménages et les entreprises, soit directement par les difficultés qu'elle a entraînées pour la consommation et la production, soit indirectement par l'augmentation des taux d'intérêt qui a été nécessaire pour la réduire.

L'inflation est maintenant orientée à la baisse. Elle est passée de 7 % en janvier 2023 à 3,4 % en janvier 2024. Face à cette situation économique, et dans le contexte d'inquiétude écologique et de préoccupations sociales,

QUELLE A ÉTÉ L'ACTION DE LA BANQUE DE FRANCE ?

➔ **Politique monétaire
et taux d'inflation**

- Six augmentations des taux directeurs entre janvier et septembre 2023, pour un total de 200 points de base, portant le taux directeur sur la facilité de dépôt à 4 %
- En France, l'inflation des prix à la consommation a presque diminué de moitié entre janvier/février (+ 7 %/+ 7,3 %) et décembre 2023 (+ 4,1 %), avant de baisser à nouveau à + 3,4 % en janvier 2024
- En zone euro, l'inflation des prix à la consommation a presque diminué des deux tiers entre janvier/février (+ 8,5 %/+ 8,5 %) et décembre 2023 (+ 2,9 %), et se situe à + 2,8 % en janvier 2024

➔ **Résilience
de l'économie française**

- La croissance de l'activité atteint + 0,9 % sur l'ensemble de l'année
- ➔ **Les ménages et les entreprises anticipent sur la désinflation :**
 - Les anticipations des ménages français sur l'inflation à 3 ans sont de + 2,1 % (décembre 2023)
 - Les anticipations des chefs d'entreprise français sur l'inflation à 3-5 ans sont de + 2,5 % (4^e trimestre 2023)

➔ **Financement
de l'économie assuré**

- Croissance annuelle des nouveaux crédits à l'habitat pour les ménages en décembre 2023 : + 1,1 %
- Taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits à l'habitat des ménages : + 3,6 % en décembre 2023
- Croissance annuelle des nouveaux crédits aux entreprises non financières : + 2,0 % en décembre 2023
- Taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits aux entreprises non financières : + 4,9 % en décembre 2023

➔ **Un environnement
en évolution**

- Création de la direction générale des Moyens de paiement (DGMP)
- Début des travaux de construction de la nouvelle usine de fabrication des billets à Vic-le-Comte (novembre)
- Lancement de la phase de préparation de l'euro numérique, à la suite du Conseil des gouverneurs du 18 octobre 2023

➔ **Absence de contagion
en Europe des
défaillances bancaires
aux États-Unis et
en Suisse grâce
au renforcement
réglementaire
depuis 2008 et à une
supervision étroite**

➔ **Résilience des agents
non financiers malgré
un environnement
macroéconomique
et financier porteur
de risques**

- ➔ **Banques**
Des ratios élevés de solvabilité et de liquidité
- ➔ **Assurances**
Des acteurs solides devant s'adapter au nouvel environnement de taux d'intérêt

➔ **Des mesures
macroprudentielles
pour maintenir un
niveau d'endettement
soutenable pour
les ménages**

➔ **Préparation à la mise
en application en 2024
du règlement européen
qui encadre les
cryptoactifs (*Markets in
Crypto-Assets, MiCA*)**

➔ **Publication d'un
rapport avec
12 expérimentations
démontrant la faisabilité
opérationnelle et
l'intérêt d'une monnaie
numérique de banque
centrale (MNBC)**

➔ **Lancement de la phase
de préparation de
l'euro numérique**

➔ **Participation à
plusieurs forums
internationaux ainsi
qu'au Conseil de
stabilité financière
(CSF ou FSB, *Financial
Stability Board*)**

➔ **Évaluation de
la conformité
des activités des
banques classées
moins importantes
à la gestion du
risque climatique**

➔ **Supervision des
assureurs sur leur prise
en compte des critères
environnementaux,
sociaux et de
gouvernance (ESG)**

➔ **Exercice de *stress test*
climatique, consacré
exclusivement
aux assureurs**

➔ **Contrôles notables
en 2023**

Contrats d'assurance-vie, contestation des ordres de paiement, gestion des impayés de crédit à la consommation, frais bancaires facturés aux petits clients professionnels

➔ **Autres actions**

- Recommandation sur la gouvernance des produits et prévention des conflits d'intérêt en assurance
- Avec l'Autorité des marchés financiers (AMF), amélioration de l'ergonomie du site internet « Assurance Banque Épargne Info Service »
- Inscription sur listes noires de sites ou d'acteurs non autorisés

Inflation à fin
décembre 2023

+ 4,1 %

+ 2,9 %

Croissance du PIB
en France
+ 0,9 %

15,9 %
ratio de solvabilité
des six principaux groupes
bancaires français

250 %^{a)}
taux de couverture moyen
du ratio de solvabilité
pour les entreprises
d'assurance supervisées

1 262
sites ou acteurs
non autorisés
inscrits sur
listes noires

a) Provisoire : donnée définitive disponible fin avril 2024.

**ACCOMPAGNEMENT
DES ENTREPRISES**

325 105

entreprises
non financières cotées
(essentiellement des PME)

11 192

entrepreneurs
accompagnés

Médiation du crédit

1 400

dossiers
de demande

6 130

emplois préservés
dans 714 entreprises

**PROTECTION DES PERSONNES
FINANCIÈREMENT FRAGILES**

121 617

dossiers de
surendettement
déposés

+ de 800 000

personnes éligibles
à l'offre spécifique
« clientèle fragile »

+ de 6 millions

de clients éligibles
au plafonnement de
leurs frais d'incidents

**EDUCFI
(ÉDUCATION FINANCIÈRE)**

+ de 130 000

personnes sensibilisées
à l'éducation économique,
budgétaire et financière

Et aussi...

221 800

élèves ayant obtenu
le passeport EDUCFI
en classe de 4^e

750 000

élèves désormais
prévus chaque année
grâce à la généralisation
du passeport EDUCFI
en classe de 4^e

37 000

jeunes volontaires
du Service national
universel ayant participé
en 2023 à des ateliers
sur le budget

**UNE COMMUNICATION
PLUS ACCESSIBLE**

17

Rencontres
de la politique monétaire
750 000 vues sur les
réseaux sociaux, près de
50 000 internautes et plus de
3 000 échanges en présentiel

550 000

vues sur les réseaux
sociaux pour une vidéo
pédagogique sur l'inflation



+ de 90 000

visites à Citéco,
la Cité de l'économie



17 millions

de visites sur les sites
internet de la Banque

Près de

20 000

visiteurs aux Journées
européennes
du patrimoine

**POUR EN SAVOIR PLUS SUR
LES MISSIONS ET LES ACTIONS
DE LA BANQUE DE FRANCE**



« On parle cash » : les podcasts de la Banque de France. Les podcasts #onparlecash vous proposent un aperçu des sujets économiques qui font l'actualité de la banque centrale, que ce soient la finance verte, la dette, la sécurité des moyens de paiement, la croissance, l'Eurosystème, le crédit immobilier, les arnaques aux moyens de paiement, l'épargne, les taux de change, la dette publique, les cryptoactifs, ou encore la BCE



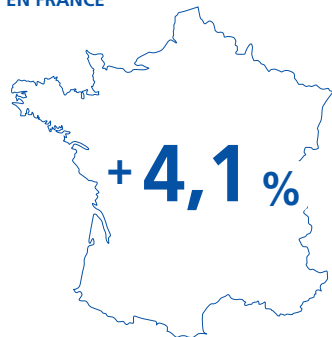
Le Bulletin de la Banque de France
Le Bulletin de la Banque de France a vocation, sur les sujets économiques et financiers suivis, traités ou étudiés par la banque centrale, à constituer un outil d'information pour des publics variés et à proposer un éclairage pédagogique afin de permettre à chacun de former son propre jugement

LA STRATÉGIE MONÉTAIRE 2023 EN CHIFFRES

INFLATION IPCH (INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉ)

(en glissement annuel à fin décembre 2023)

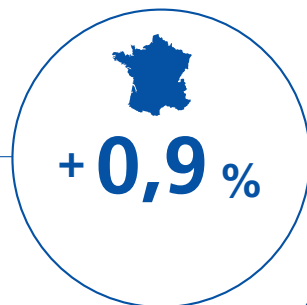
EN FRANCE



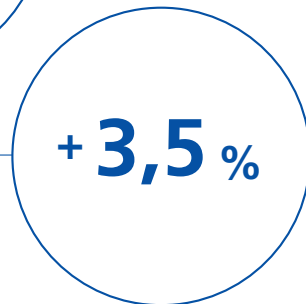
EN ZONE EURO



CROISSANCE D'ACTIVITÉ



TAUX D'INTÉRÊT MOYEN DES NOUVEAUX
CRÉDITS À L'HABITAT DES MÉNAGES, EN NOVEMBRE



HAUSSES DE TAUX D'INTÉRÊT
DE LA BANQUE CENTRALE

NOTRE DÉTERMINATION À FAIRE RECULER L'INFLATION PORTE SES FRUITS

Une politique monétaire volontariste a permis de faire refluer l'inflation. Ainsi, six augmentations des taux directeurs entre janvier et septembre 2023, pour un total de 200 points de base, ont contribué à faire reculer l'inflation.

En France, l'inflation des prix à la consommation a presque diminué de moitié entre février (pic à + 7,3 %) et décembre 2023 (+ 4,1 %), avant de baisser à nouveau à + 3,4 % en janvier 2024.

De même, en zone euro, l'inflation des prix à la consommation a presque diminué des deux tiers entre janvier (+ 8,5 %) et décembre 2023 (+ 2,9 %), et se situe à + 2,8 % en janvier 2024.

En France, l'activité s'est montrée résiliente, quoique ralentie en 2023, avec une croissance de + 0,9 %. L'investissement des ménages s'est contracté de 5,1 % en 2023 sous l'effet du resserrement des conditions financières. La hausse du coût de financement et le durcissement des conditions d'octroi du crédit ont pesé sur l'investissement des entreprises.

En France, le resserrement monétaire a joué à la fois sur l'inflation et sur les anticipations des agents économiques. Les anticipations des ménages sur l'inflation à 3 ans sont de + 2,1 % (décembre 2023). Les anticipations des chefs d'entreprise sur l'inflation à 3-5 ans sont de + 2,5 % (4^e trimestre 2023).

La transmission du resserrement de la politique monétaire aux conditions de financement de l'économie a été efficace et rapide. Cela a permis de rééquilibrer la demande des entreprises et des ménages par rapport à l'offre et donc de freiner progressivement la croissance des prix.

L'adaptation des moyens de paiement à l'ère du numérique s'accélère. Outre le regroupement des activités relatives aux moyens de paiement au sein de la direction générale des Moyens de paiement (DGMP), l'année 2023 a été marquée par le début des travaux de construction de la nouvelle usine de fabrication de billets à Vic-le-Comte et le lancement de la phase de préparation de l'euro numérique.

LA STABILITÉ FINANCIÈRE 2023 EN CHIFFRES

MISSIONS DE CONTRÔLE

197

sur place des assurances
et des banques
(hors MSU, mécanisme de
surveillance unique), et
de leurs pratiques commerciales

38

pour le compte
de la BCE
(cadre du MSU)

RATIO DE SOLVABILITÉ

(Common Equity Tier 1)
des six principaux groupes
bancaires français

15,9 %

pour les entreprises
d'assurance supervisées

250 %^{a)}

TAUX DE COUVERTURE MOYEN DU RATIO DE SOLVABILITÉ

PART DU BILAN

(en zone euro)

BANQUES FR.

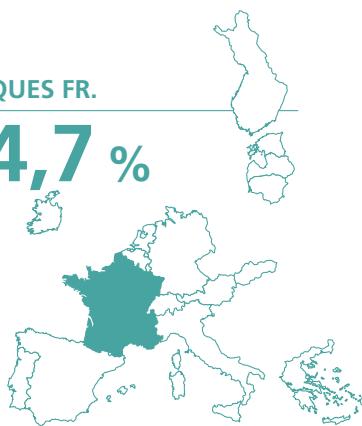
34,7 %

ASSURANCES FR.

33,5 %^{b)}

30,9 %^{a)}

Part des institutions
financières non bancaires fr.
dans les actifs financiers fr.



a) Provisoire : donnée définitive
disponible fin avril 2024.

b) Provisoire : donnée définitive
disponible mi-mars 2024.

UN SYSTÈME FINANCIER FRANÇAIS RÉSILIENT ET QUI S'ADAPTE

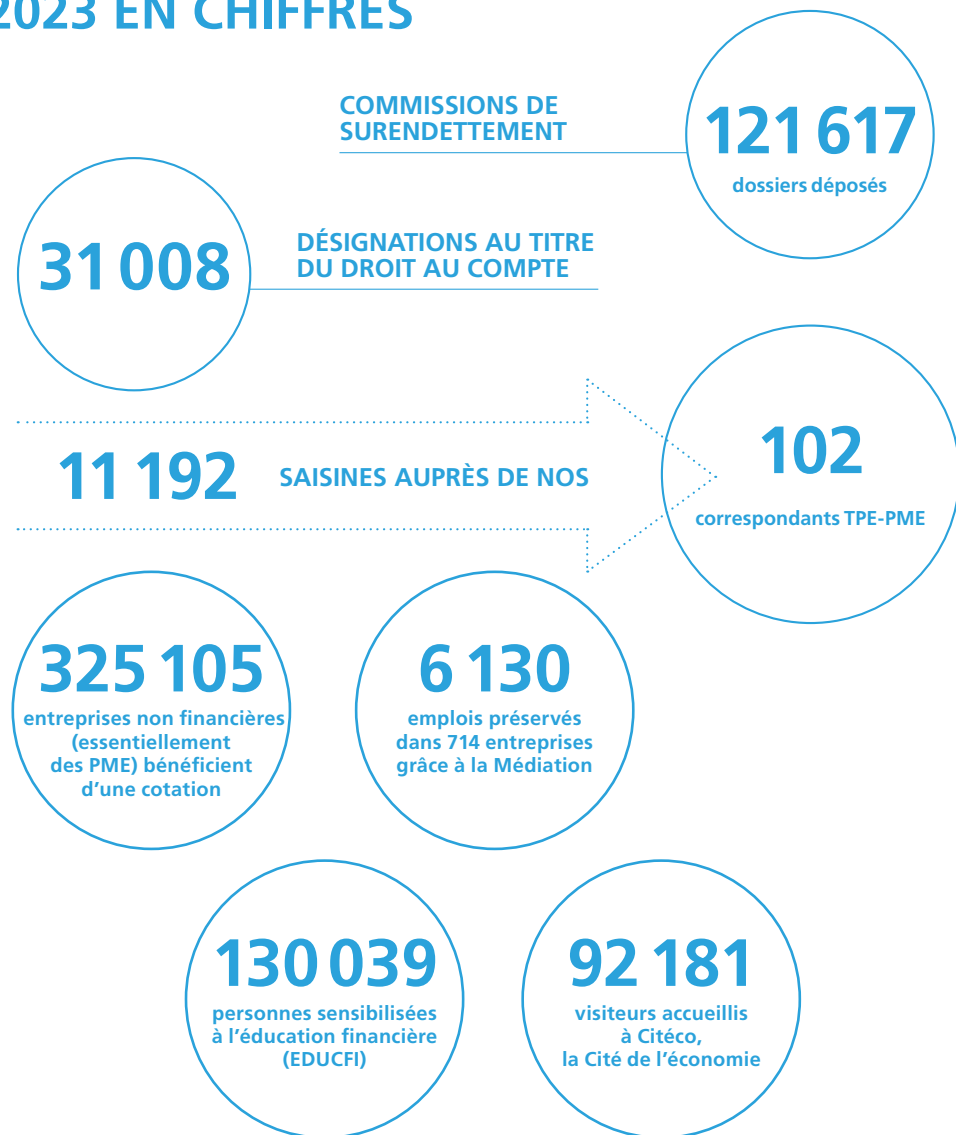
Grâce à une réglementation renforcée depuis 2008 et à une supervision exigeante (mécanisme de surveillance unique – MSU – et autorités nationales de supervision), le secteur bancaire et financier de la zone euro s'est avéré résilient en 2023. Des leçons sont néanmoins à tirer des défaillances de banques aux États-Unis et en Suisse.

Le secteur financier français s'est adapté. Les six principaux groupes bancaires français ont continué d'afficher des ratios élevés de solvabilité et de liquidité. Les assureurs ont conservé une structure de bilan solide, mais ont dû s'adapter au nouvel environnement de hausse des taux d'intérêt. Les vulnérabilités des marchés financiers sont restées importantes. Les agents non financiers ont fait preuve de résilience (désendettement des ménages, risque de crédit maîtrisé pour les entreprises) malgré un environnement macroéconomique et financier porteur de risques. Des mesures macroprudentielles ont contribué à maintenir un niveau d'endettement soutenable des agents économiques.

En 2023, la Banque de France et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ont accompagné les banques et les assurances dans leur transition numérique. En cela, elles ont préparé la mise en application en 2024 du règlement européen qui encadre les cryptoactifs, publié un rapport sur la faisabilité opérationnelle et l'intérêt pratique d'une monnaie numérique de banque centrale (MNBC) destinée aux institutions financières, et lancé la phase de préparation de l'euro numérique. **La Banque de France et l'ACPR ont également accompagné ces acteurs dans leur transition climatique.** Elles ont notamment évalué la conformité des activités des banques classées moins importantes à la gestion du risque climatique, supervisé les rapports des assureurs sur leur prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et lancé un nouvel exercice de *stress test* climatique, consacré exclusivement aux assureurs.

L'ACPR veille au respect des bonnes pratiques commerciales et à la protection de la clientèle des institutions financières. Avec l'Autorité des marchés financiers (AMF), l'ACPR a amélioré l'ergonomie du site internet « Assurance Banque Épargne Info Service » (ABEIS) et a inscrit 1 262 sites ou acteurs non autorisés sur des listes noires en 2023.

LES SERVICES À L'ÉCONOMIE ET À LA SOCIÉTÉ 2023 EN CHIFFRES



LA BANQUE DE FRANCE AU SERVICE DES ENTREPRISES ET DES PARTICULIERS

La Banque élargit ses services aux entreprises grâce à sa démarche participative auprès d'un panel de chefs d'entreprise qui permettra la mise à disposition d'un « espace personnel dirigeant » au premier semestre 2024. De plus, un indicateur climat pour accompagner les entreprises dans la gestion du risque climatique sera déployé en 2024 auprès d'entreprises de plusieurs secteurs à forts enjeux de transition (électricité, transports). En 2023, 11 192 porteurs de projets et dirigeants d'entreprise ont été aidés par les 102 correspondants TPE-PME départementaux et plus de 1 400 *start-up* ont été accompagnées dans leur recherche de financement. Les demandes de médiation en matière de crédit ont retrouvé en 2023 un niveau comparable à celui d'avant la crise sanitaire.

La Banque a poursuivi une action globale en faveur de l'inclusion financière des particuliers, à travers quatre canaux complémentaires (guichet, internet, courrier, numéro de téléphone unique 3414). En 2023, 31 008 désignations au titre du droit au compte ont été enregistrées et le nombre de dossiers de surendettement déposés a augmenté de 7,5 % (121 617, contre 113 081 en 2022).

Opérateur de la stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI), la Banque a sensibilisé plus de 130 000 personnes sur ces sujets. En 2023, 221 800 élèves ont obtenu le passeport EDUCFI. Grâce à la généralisation de ce passeport à toutes les classes de 4^e, 750 000 élèves l'obtiendront chaque année. La Banque a également animé avec ses partenaires des ateliers sur le budget auprès de 37 000 jeunes du Service national universel. Enfin, elle a mené trois études pour évaluer la culture financière des Français. Les sites « ABC de l'économie », « Mes questions d'argent » et « Mes questions d'entrepreneur » ont été enrichis par des podcasts, des contenus pédagogiques gratuits sur les réseaux sociaux et des jeux numériques. Plus de 92 000 visiteurs ont en outre été accueillis à Citéco.

Prestataire de services financiers pour le compte de l'État, la Banque de France gère les comptes du Trésor public et les paiements associés. Depuis 2021, elle assure pour le compte de la Commission européenne l'émission de titres à court terme, qui financent le plan de relance européen NextGenerationEU.

Construire Ensemble 2024



ANCRER

la stabilité des prix,
la transition climatique,
la stabilité financière
et la résilience

ANTICIPER

l'innovation

ACCOMPAGNER

les particuliers
et les entreprises

ATTIRER

les talents
et améliorer encore
la qualité de vie
au travail

DÉFIS DE L'INFLATION

- 1a. Retour de l'inflation vers 2% d'ici fin 2024/fin 2025
- 1b. « La Banque de France à votre écoute » vers tous les publics sur la politique monétaire
2. Mieux prendre en compte et mesurer les anticipations d'inflation des ménages et des entreprises

DÉFIS CLIMATIQUES

3. Adapter les opérations de politique monétaire aux risques climatiques
11. Amplifier, notamment via le NGFS, la prise en compte du risque climatique par le secteur financier

12. Évaluer l'intégration des risques climatiques dans la cotation ainsi que la diffusion d'un indicateur aux entreprises
22. S'engager activement vers un objectif de neutralité carbone
23. Viser la sobriété numérique dans tous nos usages

DÉFIS DE STABILITÉ FINANCIÈRE ET DE RÉSILIENCE

10. Mieux évaluer et mieux prévenir les risques pour le système financier
19. Renforcer et renouveler notre résilience opérationnelle

DÉFIS TECHNOLOGIQUES

- 4-5. Innover dans les paiements du quotidien (y compris dans un euro numérique)
6. Préparer nos infrastructures de marché à une finance décentralisée et « tokenisée »
7. Une modernisation adaptée de l'imprimerie, notamment pour accroître notre compétitivité
8. Conquérir de nouveaux marchés papier (EUROPAPI)
9. Mettre en œuvre notre stratégie SUPTECH pour une supervision augmentée

17. Anticiper les thèmes clés pour l'agenda Eurosysteme et multilatéral de demain
24. Capter plus d'innovations avec les métiers et leur écosystème et en accélérer le passage en production
25. Mieux gouverner et valoriser nos données, en commençant par cinq domaines (entreprises, stabilité financière, supervision, statistiques, climat)

DÉFIS SOCIAUX ET TERRITORIAUX

13. Déployer, grâce à notre réseau, une offre complète d'inclusion financière
14. Face aux crises, innover et mieux accompagner les entrepreneurs dans les territoires
15. Permettre à chacun de connaître et faire connaître les missions de la Banque
16. Soutenir la stratégie des Instituts pour le développement des économies ultramarines

DÉFIS DE L'ATTRACTIVITÉ RH

18. Définir une politique RH contribuant à notre influence européenne et internationale
20. Un parc immobilier et un cadre de travail du réseau entièrement modernisés d'ici la fin de la décennie
21. Un poste de travail simple, répondant à la diversification des modes de travail, y compris le télétravail
26. Des managers confortés : plus de partage des « attitudes managériales », plus d'aide face aux défis du quotidien, et plus d'autonomie
27. Des assistants valorisés : un mode de recrutement renoué et un développement des compétences et des perspectives d'évolution tout au long de la carrière
28. Une meilleure reconnaissance financière des contributions, y compris pour les experts
29. Instaurer un régime de prévoyance pour tous
30. Simplifier, dans nos processus comme dans notre culture
31. Renforcer le collectif de travail en contexte hybride

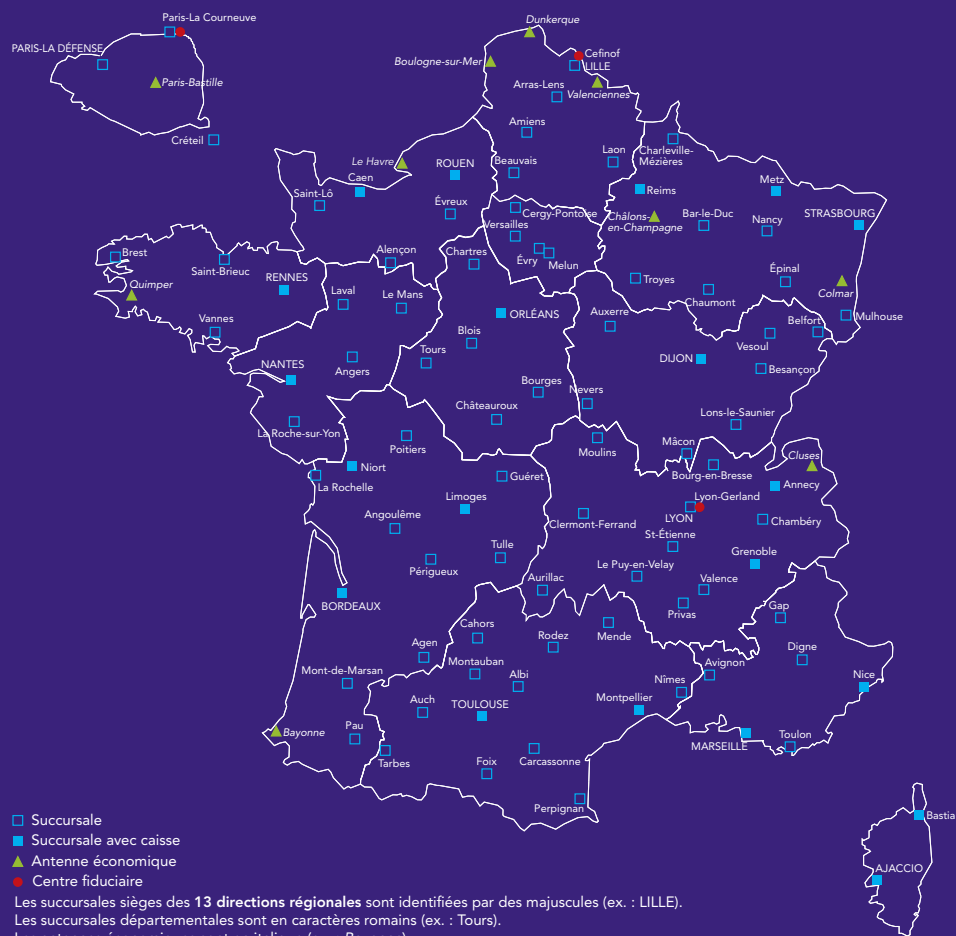
LA RESPONSABILITÉ SOCIALE...

... ET ENVIRONNEMENTALE

DOMAINES D'ACTION	OBJECTIFS	INDICATEURS SUIVIS	NIVEAU D'ATTEINTE EN 2023 ^{a)}
 <p>POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT</p>	<p>Piloter et mettre en œuvre une stratégie de neutralité carbone</p> <p>Associer les métiers et les collaborateurs à la réduction de notre empreinte carbone</p> <p>Avoir un usage durable des ressources et contribuer à la préservation de la biodiversité</p>	<p>n° 1 Réduire d'au moins 15% nos émissions de gaz à effet de serre (GES)^{b)} à 2024 (comparativement à 2019)</p> <p>n° 2 Mise à disposition de tous les collaborateurs d'un profil numérique individuel, avec enrichissement et augmentation de son usage</p>	<p>n° 1 Taux de réduction 2022 (comparativement à 2019) : 23,6% ^{c)}</p> <p>n° 2 14340 utilisateurs (collaborateurs et prestataires externes) 3 nouvelles fonctionnalités : niveau d'usage, équipements détenus avec leur empreinte carbone et écogestes, synthèse (chiffres clés, ressources pédagogiques)</p>
 <p>POUR L'INCLUSION RH ET LES INITIATIVES COLLABORATIVES</p>	<p>Promouvoir la diversité dans les recrutements et garantir l'équité de traitement</p> <p>Garantir l'employabilité des collaborateurs à toutes les étapes de leur carrière</p> <p>Coconstruire un environnement de travail qui favorise le bien-être et la prise d'initiative</p>	<p>n° 3 Taux d'accès des femmes aux postes à responsabilité : 35% à fin 2024</p> <p>n° 4 Taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap \geq à 6%</p>	<p>n° 3 Taux d'accès des femmes aux postes à responsabilité : 37,3% à fin 2023, soit au-delà de la cible fixée d'ici fin 2024 dans l'avenant de l'accord d'entreprise</p> <p>n° 4 Taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap au titre de l'année 2023 : 6,7%</p>
 <p>COMME MÉCÈNE</p>	<p>Préserver et promouvoir le patrimoine culturel</p> <p>S'engager pour une plus grande inclusion économique et sociale</p> <p>Promouvoir la transition écologique</p>	<p>n° 5 Taux d'engagement annuel des collaborateurs^{d)} > 15%, avec une progression de + 15% entre 2020 et 2024</p> <p>n° 6 Au moins 350 actions de mécénat soutenues sur la période 2021-2024</p>	<p>n° 5 Taux d'engagement 2023 : 15,9% En 2022 : 29,7% (15% hors soutien au peuple ukrainien) En 2021 : 16,9%</p> <p>n° 6 2021-2023 : 341 actions En 2023 : 138 actions En 2022 : 110 actions</p>
 <p>POUR UNE ÉCONOMIE DURABLE, PAR NOS INVESTISSEMENTS ET NOS ACHATS</p>	<p>Intégrer des critères extra-financiers dans l'engagement et le suivi de nos projets</p> <p>Poursuivre et diffuser notre démarche d'achats responsables</p> <p>Renforcer notre démarche d'investissement responsable</p>	<p>n° 7 Alignement des portefeuilles (poche actions de la caisse de réserve des employés et poche actions des fonds propres)^{e)} sur une trajectoire de 1,5 °C d'ici fin 2025</p>	<p>n° 7 Alignement sur une trajectoire de 1,5 °C à fin 2023 de la totalité de la poche actions des fonds propres et de la poche actions européennes de la caisse de réserve des employés</p>

a) Chiffres de 2023 provisoires, en partie estimés.
b) Sur le périmètre BEGES (bilan d'émissions de gaz à effet de serre; cf. infra infographie Trajectoire bas carbone de la Banque de France à l'horizon 2024).
c) Chiffre arrêté à fin 2022.
d) Ce taux correspond au nombre de collaborateurs engagés dans une action de mécénat portée par l'entreprise rapporté à l'effectif total.
e) La démarche d'investisseur responsable de la Banque porte sur ces portefeuilles dont elle a la pleine et entière responsabilité. Elle poursuit les objectifs fixés par l'accord de Paris.

LE RÉSEAU ET LES CENTRES FIDUCIAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE AU 1^{ER} JANVIER 2024



banque-france.fr



BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTEMÈME



1324143 bdf/ Dipcom, Studio Creation - 03.2024